

# **RAPPORT DE MISE EN ŒUVRE POUR LE FAMI**

CCI	2014LU65AMNP001
Intitulé	Luxembourg National Programme AMIF
Version	2018.0

<b>SECTION 3: OBJECTIFS DU PROGRAMME.....</b>	<b>3</b>
<b>CALENDRIER INDICATIF .....</b>	<b>14</b>
<b>SECTION 4: CAS PARTICULIERS.....</b>	<b>15</b>
<b>SECTION 5: INDICATEURS COMMUNS ET INDICATEURS SPÉCIFIQUES DU PROGRAMME.....</b>	<b>16</b>
<b>SECTION 6: CADRE POUR LA PRÉPARATION ET LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME PAR L'ÉTAT MEMBREMM .....</b>	<b>18</b>
6.1 COMITÉ DE SUIVI [ARTICLE 12, PARAGRAPHE 4, DU RÈGLEMENT (UE) N° 514/2014].....	18
6.2 CADRE COMMUN DE SUIVI ET D'ÉVALUATION [ARTICLE 14, PARAGRAPHE 2, POINT F), DU RÈGLEMENT (UE) N° 514/2014].....	19
DÉCRIRE LES MESURES DE SUIVI ET D'ÉVALUATION PRISES PAR L'AUTORITÉ RESPONSABLE, NOTAMMENT LES MODALITÉS DE COLLECTE DES DONNÉES, LES ACTIVITÉS D'ÉVALUATION, LES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES ET LES DISPOSITIONS PRISES POUR LES RÉSOUDRE. ....	19
6.3 ASSOCIATION DU PARTENARIAT À LA MISE EN ŒUVRE, AU SUIVI ET À L'ÉVALUATION DU PROGRAMME NATIONAL [ARTICLE 12, PARAGRAPHE 3, DU RÈGLEMENT (UE) N° 514/2014].....	20
DÉCRIRE SUCCINCTEMENT LA PRINCIPALE CONTRIBUTION DES PARTENAIRES AINSI QUE LES AVIS EXPRIMÉS PAR CES DERNIERS AU COURS DE L'EXERCICE. ....	20
6.4 INFORMATION ET PUBLICITÉ [ARTICLE 53 DU RÈGLEMENT (UE) N° 514/2014] .....	21
FOURNIR UN LIEN VERS LE SITE WEB DU PROGRAMME.....	21
FOURNIR UNE LISTE DES PRINCIPALES ACTIONS D'INFORMATION ET DE PUBLICITÉ RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE. IL CONVIENT DE JOINDRE DES EXEMPLES DE DOCUMENTS. ....	21
6.5 COMPLÉMENTARITÉ AVEC D'AUTRES FONDS DE L'UNION [ARTICLE 14, PARAGRAPHE 2, POINT E), ET ARTICLE 14, PARAGRAPHE 5, POINT F), DU RÈGLEMENT (UE) N° 514/2014] .....	22
DÉCRIRE BRIÈVEMENT LES PRINCIPALES ACTIONS ET CONSULTATIONS QUI ONT ÉTÉ MENÉES POUR ASSURER LA COORDINATION AVEC D'AUTRES INSTRUMENTS DE L'UNION, À SAVOIR: .....	22
6.6 SUBVENTIONS DIRECTES .....	23
FOURNIR UNE JUSTIFICATION POUR TOUS LES CAS OÙ DES SUBVENTIONS ONT ÉTÉ OCTROYÉES DIRECTEMENT. ....	23
<b>SECTION 7: RAPPORT FINANCIER [ARTICLE 54, PARAGRAPHE 2, POINT A), DU RÈGLEMENT (UE) N° 514/2014] .....</b>	<b>25</b>
TABLEAU 1. RÉCAPITULATIF FINANCIER DU FAMI DÉCLARÉ DANS LES COMPTES .....	25
TABLEAU 2. OFFRES RELATIVES À DES CAS PARTICULIERS DÉCLARÉES DANS LES COMPTES .....	26
TABLEAU 3. MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE FINANCEMENT DU PROGRAMME NATIONAL PRÉCISANT LA CONTRIBUTION TOTALE DE L'UNION EUROPÉENNE POUR CHAQUE EXERCICE .....	27
JUSTIFICATION DE TOUT ÉCART PAR RAPPORT AUX PARTS MINIMALES FIXÉES DANS LES RÈGLEMENTS SPÉCIFIQUES .....	28
<b>SECTION 8: ENGAGEMENTS SOUS FORME D'ACCORD .....</b>	<b>29</b>
<b>DOCUMENTS .....</b>	<b>30</b>
<b>RÉSULTATS DE LA DERNIÈRE VALIDATION.....</b>	<b>31</b>

### SECTION 3: OBJECTIFS DU PROGRAMME

Veillez résumer les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la stratégie et dans la réalisation des objectifs au cours de l'exercice.

Indiquer toute modification de la stratégie ou des objectifs nationaux ainsi que tout facteur pouvant conduire à des changements à l'avenir.

Exposer tout problème important entravant l'exécution du programme national.

Objectif spécifique	1 - Asile
---------------------	-----------

L'année 2018 a été marquée par l'afflux continu de demandeurs de protection internationale. La Direction de l'immigration a enregistré 2.205 demandes, alors que l'OLAI a enregistré 3.428 arrivées dans le réseau d'hébergement. Ainsi, le nombre moyen d'arrivées nouvelles se situe au-delà des chiffres de 2015, année pic de la crise migratoire. L'année 2018 a été caractérisée par l'arrivée d'un nombre important de personnes originaires d'Erythrée. En outre, le Luxembourg a accueilli 20 DPI de navires accostés à Malte.

Pour renforcer la qualité de la politique d'accueil et d'asile, le gouvernement luxembourgeois a déployé les efforts suivants en 2018 :

- Une nouvelle **procédure d'accueil et de dispatching** a été mise en place : Les primo-arrivants sont logés d'abord dans un foyer primo-accueil. Selon l'appréciation de leur situation, les personnes sont ensuite dispatchées dans les différents foyers (cas Dublin ou non, procédure ultra-accélérée, MNA)
- Dans le contexte spécifique des **MNA**, un nouvel organe collégial a débuté ses travaux début 2018. Il est chargé d'évaluer l'intérêt supérieur de l'enfant. Un avis individuel évaluant l'intérêt supérieur de l'enfant est rendu pour chaque mineur sur base des éléments de son dossier. Sont prises en compte également des informations concernant la situation du mineur dans son pays d'origine, et notamment la situation familiale.
- Une nouvelle démarche « **Sécurité** » a été mise en place avec pour but le diagnostic de l'état sécuritaire des structures d'hébergement et leur sécurisation et mise en conformité intégrale.
- Une démarche « **Qualité** » a été poursuivie en vue de l'élaboration, la mise en œuvre et l'amélioration continue de standards de qualité du parc immobilier et des prestations fournies aux DPI.
- Le « **Parcours d'intégration accompagné** » (PIA) a été développé davantage en collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Le programme cible les DPI et BPI et vise à favoriser leur intégration sociale et professionnelle.

La stratégie adoptée dans la mise en œuvre de l'OS1 « Asile » s'aligne sur les priorités nationales. Par conséquent, les axes prioritaires ont été déclinés sur les 4 actions suivantes (50% du budget total de l'OS1 alloué à l'action 1) :

1. Assistance aux DPI (A.1)

2. Amélioration des compétences du personnel chargé de l'accueil et de l'encadrement des DPI (A.2)

3. Amélioration des compétences du personnel impliqué dans les différentes étapes de la procédure de protection internationale (A.3)

#### 4. Sensibilisation de la société d'accueil (A.6)

En outre, 7% du budget total de l'OS1 « Asile » ont été alloués à la mise en œuvre des réinstallations, plus précisément à l'action 10 « Actions relatives aux mesures préalables et préparatoires au départ de personnes réinstallées ».

Actions financées au titre de l'objectif national	1 - Accueil/Asile
---	-------------------

- **Action A1 : Assistance aux DPI**

Trois projets ont répondu aux besoins de l'assistance des DPI.

DPI Santé Mentale - Fondation Caritas Luxembourg

Le projet a pour but de renforcer le système de prise en charge des DPI fragilisés dans les structures de Caritas en outillant et conseillant les travailleurs sociaux. 25 personnes vulnérables et mineures ont été prises en charge.

Des mots pour guérir - Doheem Versuergt

Le projet vise à améliorer la prise en charge psycho-médicosociale des DPI, spécialement des personnes vulnérables. Sur la période étudiée, 65 DPI ont bénéficié d'un accompagnement dans le cadre du projet. De plus, 55 interprètes interculturels ont bénéficié des formations dans le domaine de l'interprétariat interculturel et santé mentale ainsi que des réunions d'échanges.

Parlons Santé - Planning Familial

Ce projet est une fusion entre 2 projets que le CSS avait recommandé : les projets « Parlons Santé », porté par le Planning Familial et « Promotion de la santé sexuelle, affective et reproductive des DPI - BPI », porté par l'asbl Multi-Learn. Il vise l'intégration, l'autonomisation et le bien-être des femmes, hommes et adolescents DPI/BPI. Dans le cadre d'ateliers de sensibilisation, 78 DPI ont été bénéficiaires d'informations sur l'amélioration de santé et de bien-être.

- **Action A2 : Amélioration des compétences du personnel chargé de l'accueil du DPI**

En 2018, un projet a mis en œuvre les objectifs de l'action 2.

Répondre à la vulnérabilité du DPI : former, outiller et guider le travailleur de l'accueil - Croix-Rouge luxembourgeoise

Le projet a pris fin le 31/11/17. Cette partie était donc consacré à la finition du projet. Le projet a développé un processus de reconnaissance précoce des vulnérabilités qui puisse être mis en œuvre lors d'un entretien guidé entre le travailleur de l'accueil et le DPI.

- **Action A3 : Amélioration des compétences du personnel impliqué dans les différentes étapes de la procédure de protection internationale**

Cette action a été portée par un projet - « Formation des agents du Service Réfugiés » - exécuté par l'AD.

39 agents de la Direction de l'Immigration ont été formés. Une formation sur l'évaluation de la « crédibilité » des DPI a été organisée fin 2018.

Actions financées au titre de l'objectif national	2 - Évaluation
---	----------------

Suite à la réallocation des montants initialement prévus pour l'exécution de cet objectif, les organes chargés de l'accueil, de l'accompagnement social et procédural des DPI portent toutefois constamment une attention particulière à l'évaluation des dispositifs d'encadrement et de traitement procédural. Ces démarches d'évaluation en interne qui ne sont pas nécessairement formalisées, ne se traduisent pas toujours par des répercussions financières identifiables.

En ce qui concerne l'action A7 "Optimisation des systèmes de gestion", des premières entrevues ont eu lieu entre les différents acteurs impliqués et il a été procédé en interne à des premières analyses en la matière. La mise en place de ces systèmes sera préparé au cours des exercices qui suivent.

Actions financées au titre de l'objectif national	3 - Réinstallation
---	--------------------

- **Action 10 : Actions relatives aux mesures préalables et préparatoires au départ de personnes réinstallées**

Cette action a été portée par un projet - Mission de réinstallation 2016-2020 – géré en mode exécutoire conjointement par l'AR et l'AD.

La réinstallation consiste à transférer des réfugiés d'un pays d'asile à un autre Etat qui a accepté de les admettre et de leur accorder le statut de la protection internationale. En amont de la réinstallation proprement dite, des délégations de la Direction de l'immigration et de l'OLAI se rendent dans les pays

de réinstallation, afin de sélectionner des réfugiés, sur base de dossiers transmis par l'UNHCR, en vue de leur réinstallation au Luxembourg. Le processus de sélection comprend notamment des entretiens avec les candidats adultes portant sur différents aspects, dont par exemple, la composition de la famille, les qualifications professionnelles ou d'éventuels problèmes de santé.

Sur l'exercice 2018, il ne fut ni procédé à l'organisation de telles missions, ni à des réinstallations proprement dites. Les dépenses déclarées dans le cadre du projet se rapportent à des missions exécutées en 2017. Il est à noter que suite à l'appel lancé par la Commission européenne fin 2017, pour la mise à disposition de 50.000 places de réinstallation pour personnes vulnérables sur une période de deux ans, le Luxembourg s'est engagé à accueillir 200 personnes en provenance du Moyen-Orient et de la route de la Méditerranée centrale. Conformément au programme gouvernemental, les réinstallations dans le cadre de cet appel sont réalisées au cours des deux années à venir.

Veuillez résumer les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la stratégie et dans la réalisation des objectifs au cours de l'exercice.

Indiquer toute modification de la stratégie ou des objectifs nationaux ainsi que tout facteur pouvant conduire à des changements à l'avenir.

Exposer tout problème important entravant l'exécution du programme national.

Objectif spécifique	2 - Intégration/migration légale
---------------------	----------------------------------

L'OLAI, administration sous tutelle du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région est en charge de la mise en œuvre de la politique d'accueil et d'intégration au Luxembourg. En 2018, le gouvernement a mis en place un cadre stratégique pour les politiques d'intégration avec le plan d'action national d'intégration. Lors de sa séance du 13 juillet, le Conseil de gouvernement a adopté le nouveau plan d'action national d'intégration (PAN intégration). Le nouveau PAN se construit sur les principes de participation et d'évolutivité, afin de refléter aux mieux les besoins réels dans le domaine de l'intégration. L'OLAI a continué à développer les programmes et partenariats menées en termes d'intégration, aussi bien au niveau national que local. Suite aux assises nationales de l'intégration au niveau local en 2017 qui ont souligné le fort intérêt et le besoin des communes luxembourgeoises à travailler en réseau sur les thèmes qui concernent l'intégration et le vivre ensemble, le Groupe d'échange et de soutien en matière d'intégration au niveau local (GRESIL) avait été institué en collaboration avec le SYVICOL. Le but du GRESIL est de soutenir et de mieux outiller les communes pour faire face aux besoins d'intégration de tous les résidents ainsi que de promouvoir les bonnes pratiques en matière d'intégration locale.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'OS2 « Intégration » de l'AMIF, les axes prioritaires en matière d'Intégration et de migration (ON2) ont été déclinés sur les 4 actions suivantes :

1. Action favorisant l'empowerment des ressortissants de pays tiers incluant les personnes vulnérables, et facilitant leur processus d'intégration (B3)
2. Actions visant l'intégration professionnelle des ressortissants de pays tiers (B4)
3. Sensibilisation du grand public aux questions d'intégration et de lutte contre les discriminations et promotion des actions encourageant les contacts et un dialogue constructif entre les ressortissants de pays tiers et la société d'accueil (B5)

#### 4. Développement de dispositifs de formation (B6)

Actions financées au titre de l'objectif national	1 - Migration légale
---	----------------------

Une action intitulée « **Dispositifs d'information et d'encadrement pour personnes désireuses de s'installer au Luxembourg** » était initialement prévue.

En 2015, le lancement de cette action a été reprogrammé en 2018 pour des raisons de disponibilités de personnels et de ressources budgétaires. Cependant, au vu des récents développements en matière de migration et d'asile, l'autorité déléguée a finalement décidé, en 2016, d'annuler cette action et d'allouer les fonds libérés à d'autres actions principalement au niveau de l'OS1.

Sur l'exercice 2018, aucune action relative à l'ON1 « Migration légale » n'a été mise en œuvre.

Actions financées au titre de l'objectif national	2 - Intégration
---	-----------------

- **Action B3 : Action favorisant l'empowerment des RPT incluant les personnes vulnérables, et facilitant leur processus d'intégration**

##### L'empowerment économique des ressortissants de pays tiers - AMCHAM

Ce projet répond aux besoins d'intégration des RTP et encourage l'émancipation économique par deux actions : des cours d'orientation pour les nouveaux arrivants (176 nouveaux participants en 2018) et une dissémination des profils des nouveaux arrivants et résidents de longue date.

##### Réussir sa migration - ASTI

Dans le cadre de ce projet de nombreuses actions pour informer le public sur les droits, devoirs et possibilités d'intégration ont eu lieu. Les actions principales sont la réalisation d'un Helpdesk pour les professionnels sur des questions de l'immigration et un suivi personnalisé d'un duos « coachs-BPI » pour une meilleure intégration. L'ASTI a accompagné 32 BPI qui ont bénéficiés de l'aide au travers des mesures d'intégration.

##### Mobile Assisted Language Tool - Piratepartei Lëtzebuerg a.s.b.l

Il s'agit d'un projet qui a comme but la création d'un site web optimisé pour les appareils mobiles permettant d'apprendre les premiers mots et phrases luxembourgeoises à partir de la langue arabe. Sur l'exercice 2018, l'application « MALT » a été utilisée par 879 BPI.

- **Action B4 : Actions visant l'intégration professionnelle des RPT**

##### InSitu Jobs - CLAE

Ce projet propose pour les BPI un accueil personnalisé par des entretiens individualisés, des ateliers de professionnalisation portant sur des thématiques différentes ainsi qu'une mise en relation à travers la constitution de différents réseaux de professionnels. En 2018, 109 BPI ont profité de ce support.

- **Action B5 : Sensibilisation du grand public aux questions d'intégration et de lutte contre les discriminations et promotion des actions encourageant les contacts et un dialogue constructif entre les RPT et la société d'accueil**

#### Luxembourg : ton pays – mon pays - multi-Learn

Ce projet vise à engager la formation de groupes de travail composés de jeunes RPT et de jeunes ressortissants UE. Sur l'exercice 2018, 12 jeunes RPT ont bénéficiés de cette formation en travaillant avec des ressortissants UE.

#### Peertraining pour une intégration partagée - 4 Motion

Ce projet consiste à former des jeunes RPT aux méthodes de l'éducation par les pairs et de la gestion de la diversité et ainsi leur permettre de devenir des acteurs d'intégration aux sein de la société. En 2018, 4 Motion a accompagné 30 jeunes BPI.

Actions financées au titre de l'objectif national	3 - Capacité
---	--------------

- **Action B6 : Développement de dispositifs de formation**

Cette action a été portée par un projet lancé au cours de l'exercice 2017.

#### Outils innovants pour combler les différences culturelles - MDCI

Le but de ce projet est de former des acteurs d'intégration intervenant dans le cadre du Contrat d'Accueil et d'Intégration dans l'interculturalité basée sur les recherches de Geert Hofstede. Pendant l'année budgétaire 2018, MDCI a proposé une formation « Bridging the Gap - développer les compétences interculturelles ». Cette formation a été complété par des cours individuels.

- **Action B9 : « Développement de dispositifs de gestion et de suivi en matière de flux migratoires »**

Cette action a été mis en œuvre par le projet de recherche "Cap-Mobi-Lux" de 2015 à 2017. En 2018, aucune action n'a été réalisée sous cet objectif.



Veillez résumer les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la stratégie et dans la réalisation des objectifs au cours de l'exercice.

Indiquer toute modification de la stratégie ou des objectifs nationaux ainsi que tout facteur pouvant conduire à des changements à l'avenir.

Exposer tout problème important entravant l'exécution du programme national.

Objectif spécifique	3 - Retour
---------------------	------------

En 2018, les efforts pour conclure et appliquer des accords de réadmission avec des pays tiers ont été poursuivis, ceci dans le but de mieux organiser les retours. La Direction de l'immigration tente en outre de renforcer les relations avec les instances consulaires des pays de provenance des ressortissants de pays tiers soumis à l'obligation de quitter le Luxembourg. Dans ce contexte, il a été organisé, pour la 6e fois depuis 2013 une journée consulaire. Cet événement visait à familiariser les autorités consulaires des pays en question avec la législation et les procédures applicables en matière de protection internationale et d'immigration. D'ailleurs, pour la 1re fois, une journée consulaire Benelux a été organisée à Bruxelles. Cet événement a permis aux différents acteurs en charge des retours au niveau Benelux d'approcher et d'informer ensemble les différents consuls des pays d'origine en charge de l'identification des personnes en séjour irrégulier et de l'émission des documents de voyage pour les rapatriements, sur le fonctionnement et les spécificités en matière de réadmission au niveau de l'Union Benelux.

En matière législative et réglementaire, un projet de loi avec comme objectif principal de tenir compte des observations des experts dans le cadre de l'évaluation de 2016 de l'application de l'acquis de Schengen tant dans le domaine du retour que dans celui de la gestion des frontières extérieures, a été déposé début 2018. Cette adaptation concerne notamment l'évaluation de l'intérêt supérieur des mineurs non-accompagnés dans le cadre d'une décision de retour et la vérification systématique d'office par les juridictions administratives des conditions de la rétention administrative prolongée des ressortissants de pays tiers.

Le nombre de ressortissants de pays tiers qui sont retournés dans leur pays d'origine ou qui ont été renvoyés vers un autre État membre a été de 351 personnes en 2018, dont 272 personnes retournées dans le cadre d'un retour volontaire (dont 213 le projet C3) et 79 dans le cadre d'un retour forcé (sans cofinancement AMIF en 2018). En 2017, le nombre total des retours a été de 514, dont 360 par retour volontaire et 154 par retour forcé.

La très grande majorité des personnes retournées était issue d'une procédure de protection internationale. Ainsi, parmi les 272 personnes retournées dans le cadre d'un retour volontaire, 179 personnes étaient issues d'une procédure de protection internationale. Parmi les 79 personnes retournées dans le cadre d'un retour forcé, 29 personnes étaient des demandeurs de protection internationale déboutés. Les autres personnes retournées étaient des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier qui n'avaient pas déposé de demande de protection internationale.

Actions financées au titre de l'objectif national	1 - Mesures d'accompagnement
---	------------------------------

Afin de soutenir ses efforts en matière de retours, le Luxembourg renforce constamment ses capacités en matière de rétention en veillant à maintenir et à développer les structures existantes, ainsi qu'à développer les compétences du personnel encadrant. En 2018, comme pour les exercices précédents, l'AMIF a ainsi contribué à la réalisation de deux projets du Centre de rétention : le projet « Optimisation des infrastructures de rétention par l'acquisition et la maintenance de divers matériel » visant l'amélioration des infrastructures et du matériel à disposition et le projet « Formation et Supervision du personnel encadrant » visant le renforcement des compétences des personnels du centre.

- **Action C2 : Formation et Supervision du Personnel Encadrant**

Cette action a été portée par le projet « Formation et Supervision du personnel encadrant », confié, selon une procédure d’attribution directe, au Centre de rétention. Les agents du Centre de rétention ont assisté chacun au cours de l’exercice 2018 à au moins 6 séances de self-défense. Les nouveaux agents ont par ailleurs bénéficié d’une formation de 2 journées en matière de gestion des conflits. La plupart des agents ont participé à une formation sur la radicalisation et la déradicalisation en milieu islamique, la détection et l’effet de stupéfiants, la lutte contre la traite des êtres humains.

- **Action C3 : Optimisation des infrastructures de rétention par l'acquisition et la maintenance de divers matériels**

Cette action a été confiée, selon une procédure d’attribution directe, au Centre de rétention. La convention entre le Centre de Rétention et l'AD prévoit l'optimisation des conditions de rétention ayant trait à l'adaptation des structures et des aménagements du centre, ainsi qu'à l'acquisition de divers matériels à disposition des personnes en rétention. En 2018, les systèmes de radiocommunication, de télécommunication et de vidéosurveillance ont été modernisés et mis à jour. Une unité de séjour réservée aux retenus a été complètement rénovée et équipée d’une nouvelle cuisine. Un espace fitness extérieur a été créé. Des fours professionnels mobiles ont été acquis pour pouvoir proposer des activités de cuisine et de pâtisserie aux retenus.

Actions financées au titre de l’objectif national	2 - Mesures de retour
---	-----------------------

- **Action C4 : Assistance au retour volontaire et à la réintégration**

Cette action a été portée par le projet « *Assistance au retour volontaire et à la réintégration* », confié suite à un appel à projet à l’OIM. Elle poursuivra donc son action jusqu’en 2020.

- **Action C5 : Organisation et exécution des retours forcés**

Cette action est portée par le projet - « Organisation et exécution des retours forcés » - géré en mode exécutoire par l'AD. Suite à l’épuisement de l'enveloppe réservée à ce projet, il n'y a pas eu de cofinancement AMIF dans le cadre des retours forcés en 2018.

- **Action C9 : Evaluation familiale**

Cette action a été portée par le projet « Renforcer la protection des mineurs non-accompagnés au Luxembourg : vers une mise en œuvre de l’évaluation familiale ». Suite à un appel projet, le projet a été confié à l’OIM à partir du 1er octobre 2018.

En 2018, 36 mineurs non accompagnés ont introduit une demande de PI au Luxembourg. Les chiffres sont en baisse par rapport à 2017 (50 demandes). En outre, les pays de provenance ont varié, l’Erythrée est en tête suivie par l’Afghanistan, l’Albanie et l’Iraq, alors qu’en 2017 l’Albanie était en première place, suivie par le Maroc. Cette année a été marquée par l’apparition d’enfants encore plus jeunes qu’en 2017, en l’occurrence un enfant de 4 ans et un de 10 ans.

Dans le contexte spécifique des MNA, un nouvel organe collégial a été créé et a commencé à fonctionner début 2018, qui est chargé d'évaluer l'intérêt supérieur de l'enfant dans le contexte d'une éventuelle procédure de retour. Cet organe est composé de membres du parquet, de l'Office national de l'enfance, de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) et enfin de la Direction de l'immigration, qui le préside. L'administrateur *ad hoc* du mineur non accompagné est invité à assister à la réunion organisée pour le mineur qu'il représente. Un avis individuel évaluant l'intérêt supérieur de l'enfant, dans le cadre de son retour, est rendu pour chaque mineur sur base des éléments de son dossier. Sont prises en compte également des informations concernant la situation du mineur dans son pays d'origine, et notamment la situation familiale. Concrètement une prise de contact avec la famille est organisée et un rapport est ensuite rendu comprenant notamment les conditions d'accueil du mineur en cas de retour dans son pays, l'existence de membres de famille et les relations entretenues avec le mineur, ses perspectives au sein de l'environnement familial.

Actions financées au titre de l'objectif national	3 - Coopération
---	-----------------

### • Action C7 : Journée consulaire

Cette action a été portée par un projet - « Journée consulaire » - géré en mode exécutoire par l'AD.

L'AD intervient en tant que maître d'œuvre pour l'organisation des journées consulaires à l'attention des autorités consulaires des pays tiers (décision administrative du 14 novembre 2014). L'objectif poursuivi est de familiariser les représentants des missions diplomatiques et consulaires accréditées au Luxembourg avec la législation et les procédures luxembourgeoises en matière d'immigration et de protection internationale, **en particulier en matière de retours de personnes en séjour irrégulier**. Les journées consulaires œuvrent ainsi en faveur d'un renforcement de la coopération entre le Luxembourg et les autorités consulaires des pays tiers, devant faciliter à terme la bonne mise en œuvre des mesures de retours forcés et volontaires.

Si l'action contribue à mettre en œuvre la stratégie énoncée dans le programme pluriannuel en matière d'optimisation des dispositifs en relation directe ou indirecte avec la politique de retour, il faut noter que le succès d'une telle journée consulaire est à considérer à moyen et à long-terme en termes de contribution au renforcement du rapport de confiance et d'établissement de règles de conduite entre instances.

Les journées consulaires ont réuni 17 représentations consulaires de pays tiers en 2018 (19 en 2017). S'il n'existe pas d'indicateurs permettant de recueillir des éléments d'appréciation « qualitatifs » sur l'efficacité des projets (satisfaction des retenus, satisfaction des participants aux journées consulaires, etc.), les entretiens réalisés dans le cadre de l'évaluation intermédiaire, ainsi que le nombre important de sollicitations adressées au MAEE de la part d'autorités consulaires souhaitant être invitées à participer à l'évènement, attestent du bon niveau de satisfaction des parties prenantes.

Dans ce contexte, afin de donner une plus grande dimension à l'évènement, une journée consulaire Benelux a été organisée en 2018 à Bruxelles. Cet événement a permis aux différents acteurs en charge des retours au niveau Benelux d'approcher et d'informer ensemble les différents consuls des pays d'origine en charge de l'identification des personnes en séjour irrégulier et de l'émission des documents de voyage pour les rapatriements, sur le fonctionnement et les spécificités en matière de réadmission au niveau de l'Union Benelux.

#### 1. Eurint Network

La Direction de l'immigration en tant qu'AD participe au projet EURINT qui vise à échanger les meilleures pratiques européennes en matière de retours, l'accent étant mis sur les retours forcés. La participation en tant que partenaire permet au Luxembourg d'accéder aux différents services offerts par le réseau. La participation aux workshops et aux délégations organisées par le réseau engendre une meilleure prise de contact avec les autorités sur place dans les pays tiers.

#### 2. MedCoi4

Le Luxembourg participe aux réunions et workshops de MedCoi et bénéficie de l'échange d'informations sur la disponibilité et l'accessibilité du traitement médical dans les pays d'origine.

#### 3. Eurlo

Si le Luxembourg n'a pas délégué d'officier de liaison propre dans un pays tiers, la participation au projet permet tout de même au Luxembourg de bénéficier de la disponibilité de personnels et de moyens des grands Etats membres participants.

#### 4. FREMII

Le Luxembourg a continué de s'impliquer activement dans le cadre du projet FREMII. A noter qu'en 2017, le Luxembourg avait contribué à l'organisation d'un workshop sur les concepts de formation en matière de monitoring des retours forcés.

#### ERRIN

Suite à l'incorporation de ERIN dans ERRIN en 2018, la Direction de l'immigration (l'AD) y participe en tant qu'observateur. L'objectif est d'accroître la panoplie des activités proposées dans le cadre du retour volontaire et du retour non-volontaire, d'entamer la coopération avec l'EBCGA (Frontex) tout en évitant le recoupement avec d'autres Specific Actions et les activités de la DG DevCo.

Le nouveau ERRIN repose sur 4 piliers : « Actions conjointes en matière de réinsertion » ; « Initiatives communes pour le retour de personnes vulnérables », « Soutien des Etats membres en matière de coopération avant le départ », « Gestion et diffusion des connaissances ».

Veillez résumer les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la stratégie et dans la réalisation des objectifs au cours de l'exercice.

Indiquer toute modification de la stratégie ou des objectifs nationaux ainsi que tout facteur pouvant conduire à des changements à l'avenir.

Exposer tout problème important entravant l'exécution du programme national.

Objectif spécifique	4 - Solidarité
---------------------	----------------

## CALENDRIER INDICATIF

Objectif spécifique	ON/AS	Action principale	Nom de l'action	Début de la phase de planification	Début de la phase de mise en œuvre	Début de la phase de clôture
OS1 - Asile	ON1 - Accueil/Asile	1	Assistance aux DPI	2014	2015	2022
OS1 - Asile	ON1 - Accueil/Asile	2	Amélioration des structures d'accueil et d'hébergement	2014	2015	2022
OS1 - Asile	ON1 - Accueil/Asile	3	Amélioration des compétences du personnel	2014	2015	2022
OS1 - Asile	ON2 - Évaluation	1	Développement de systèmes de gestion	2014	2019	2020
OS1 - Asile	ON2 - Évaluation	2	Évaluation des pratiques en matière de prise en charge et d'encadrement	2014	2015	2022
OS1 - Asile	ON2 - Évaluation	3	Évaluation des pratiques en matière de procédures et d'instruction	2014	2015	2022
OS1 - Asile	ON3 - Réinstallation	1	Mesures préalables au départ	2014	2014	2022
OS1 - Asile	ON3 - Réinstallation	2	Développement de dispositifs d'empowerment	2014	2015	2022
OS2 - Intégration/migration légale	ON1 - Migration légale	1	Dispositifs d'information et d'encadrement avant départ	2015	2016	2022
OS2 - Intégration/migration légale	ON2 - Intégration	1	Empowerment du public cible	2014	2015	2022
OS2 - Intégration/migration légale	ON2 - Intégration	2	Sensibilisation du grand public et promotion	2014	2015	2022
OS2 - Intégration/migration légale	ON2 - Intégration	3	Etudes	2014	2015	2022
OS2 - Intégration/migration légale	ON3 - Capacité	1	Dispositifs de formation	2014	2015	2022
OS2 - Intégration/migration légale	ON3 - Capacité	2	Renforcement de la collaboration à tous les niveaux	2014	2015	2022
OS2 - Intégration/migration légale	ON3 - Capacité	3	Professionnalisation de pratiques d'intégration (outils)	2014	2015	2022
OS3 - Retour	ON1 - Mesures d'accompagnement	1	Information déboutés et personnes en séjour irrégulier	2014	2015	2020
OS3 - Retour	ON1 - Mesures d'accompagnement	2	Formations Centre de rétention	2014	2015	2020
OS3 - Retour	ON1 - Mesures d'accompagnement	3	Optimisation structures de rétention	2014	2015	2020
OS3 - Retour	ON2 - Mesures de retour	1	retours volontaires	2014	2014	2020
OS3 - Retour	ON2 - Mesures de retour	2	retours forcés	2014	2014	2020
OS3 - Retour	ON3 - Coopération	1	Coopération Etats membres	2014	2015	2020
OS3 - Retour	ON3 - Coopération	2	Coopération pays tiers	2014	2014	2020
OS3 - Retour	AS5 - Opérations conjointes de retour	1	Eurint	2014	2015	2020
OS3 - Retour	AS5 - Opérations conjointes de retour	2	MedCOI	2014	2015	2020
OS3 - Retour	AS5 - Opérations conjointes de retour	3	Eurlo	2014	2015	2020
OS3 - Retour	AS6 - Projets conjoints de réintégration	1	ERIN	2014	2015	2020
OS3 - Retour	AS6 - Projets conjoints de réintégration	2	Improvement of cooperation with third countries	2014	2015	2020

## SECTION 4: CAS PARTICULIERS

### 4.1 Réinstallation

Nombre de personnes réinstallées déclaré dans les comptes

Priorité commune de l'Union en matière de réinstallation	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Personnes nécessitant une réinstallation d'urgence pour des raisons juridiques ou pour assurer leur protection physique, y compris les victimes de violences ou de tortures				1			
Réfugiés d'Irak en Syrie, au Liban et en Jordanie				1			
Réfugiés d'Irak en Turquie				1			
Réfugiés syriens dans la région		74		25			
Montant total - Priorités de l'Union		74		28			
Total général		74		28			

### 4.2 Transfert et relocalisation

Nombre de demandeurs transférés et relocalisés par période d'engagement déclaré dans les comptes

Type	Depuis	Vers	2014-2015	2016-2017	2018-2019
Relocalisation (2015/1523)	Italie	Luxembourg		103	90
Relocalisation (2015/1523)	Grèce	Luxembourg		90	29
Relocalisation (2015/1601)	Grèce	Luxembourg	30	151	
Relocalisation (2015/1601)	Italie	Luxembourg		56	
Relocalisation EM	Malte	Luxembourg			8

### 4.3 Admission depuis la Turquie (2016/1754)

Nombre de demandeurs admis depuis la Turquie par période d'engagement déclaré dans les comptes

2014-2015	2016-2017	2018-2019
	190	
	190	

## SECTION 5: INDICATEURS COMMUNS ET INDICATEURS SPÉCIFIQUES DU PROGRAMME

Fournir une explication de toute indication susceptible d'avoir une incidence majeure sur la réalisation des objectifs, et plus particulièrement de faire obstacle au progrès.

C1.b: Suite à la décision d'annuler l'action sur les mesures préalables au départ, la valeur cible est corrigée à 0.

C3.1 (2018): 49 membres du personnel de l'AD ont participé à des formations etc. sur les procédures et de la législation (européenne) en matière de protection internationale

C3.2 (2018): 30,6% des membres du personnel de l'AD ont participé à des formations etc. sur les procédures et de la législation (européenne) en matière de protection internationale



# Tableau des indicateurs

Objectif spécifique			1 - Asile													
Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Valeur cible	Source des données	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Total cumulé	
C1 - Nombre de personnes de groupes cibles ayant bénéficié d'une aide dans le cadre de projets dans le domaine des régimes d'accueil et d'asile soutenus par le Fonds	Nombre	0,00	2 500,00	Rapports sur les projetsProject reporting		547,00	369,00	906,00	168,00						1 990,00	
C1.a - Nombre de personnes de groupes cibles bénéficiant d'informations et d'une assistance tout au long des procédures d'asile	Nombre			Rapports sur les projets		10,00	276,00	792,00	136,00						1 214,00	
C1.b - Nombre de personnes de groupes cibles bénéficiant d'une assistance juridique et d'une représentation	Nombre			Rapports sur les projets			0,00	0,00							0,00	
C1.c - Nombre de personnes vulnérables et de mineurs non accompagnés bénéficiant d'une assistance spécifique	Nombre			Rapports sur les projets		537,00	93,00	114,00	32,00						776,00	
C2.1 - Capacité (nombre de places) des nouvelles infrastructures d'hébergement à des fins d'accueil créées pour répondre aux exigences minimales en matière de conditions d'accueil établies dans l'acquis de l'UE et des infrastructures d'hébergement à des fins d'accueil existantes améliorées conformément à ces exigences à la suite des projets soutenus par le Fonds	Nombre	0,00	150,00	Rapports sur les projetsProject reporting												
C2.2 - Pourcentage de la capacité totale d'hébergement à des fins d'accueil	%	0,00	6,90	Rapports sur les projetsProject reporting												
C3.1 - Nombre de personnes formées aux questions liées à l'asile avec le soutien du Fonds	Nombre	0,00	40,00	Rapports sur les projetsProject reporting			100,00	151,00	104,00						355,00	
C3.2 - Nombre, en pourcentage de l'effectif total, de membres du personnel formés à ces questions	%	0,00	25,00	Rapports sur les projetsProject reporting			78,13	43,00	20,44						141,57	
C4 - Nombre de produits d'information sur les pays d'origine et de missions d'enquête réalisées avec le soutien du Fonds	Nombre	0,00	0,00	Rapports sur les projetsProject reporting												
C5 - Nombre de projets soutenus par le Fonds pour développer, suivre et évaluer les politiques d'asile dans les États membres	Nombre	0,00	2,00	Rapports sur les projetsProject reporting												
C6 - Nombre de personnes réinstallées avec le soutien du Fonds	Nombre	0,00	150,00	Autorité chargée du transfert des personnesAuthority in charge of transferring the persons	28,00	46,00	52,00	166,00							292,00	

Objectif spécifique				2 - Intégration/migration légale												
Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Valeur cible	Source des données	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Total cumulé	
C1 - Nombre de personnes de groupes cibles ayant bénéficié des mesures mises en œuvre avant le départ avec le soutien du Fonds	Nombre	0,00	70,00	Rapports sur les projetsProject reporting												
C2 - Nombre de personnes de groupes cibles ayant bénéficié d'une aide du Fonds au travers de mesures d'intégration dans le cadre de stratégies nationales, locales ou régionales	Nombre	0,00	3 000,00	Rapports sur les projetsProject reporting		33,00	887,00	1 362,00	1 238,00						3 520,00	
C3 - Nombre de cadres d'action, de mesures ou d'outils locaux, régionaux ou nationaux en place pour l'intégration de ressortissants de pays tiers et associant la société civile, les communautés de migrants ainsi que tous les autres acteurs concernés, à la suite des mesures soutenues par le Fonds	Nombre	0,00	10,00	Rapports sur les projetsProject reporting			2,00	9,00	3,00						14,00	
C4 - Nombre de projets d'intégration de ressortissants de pays tiers menés en coopération avec d'autres États membres avec le soutien du Fonds	Nombre	0,00	1,00	Rapports sur les projetsProject reporting												
C5 - Nombre de projets soutenus par le Fonds pour développer, suivre et évaluer les politiques d'intégration dans les États membres	Nombre	0,00	3,00	Rapports sur les projetsProject reporting			1,00								1,00	

Objectif spécifique				3 - Retour												
Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Valeur cible	Source des données	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Total cumulé	
C1 - Nombre de personnes formées aux questions liées au retour avec le soutien du Fonds	Nombre	0,00	80,00	Rapports sur les projetsProject reporting	40,00	3,00	39,00	65,00	61,00						208,00	
C2 - Nombre de personnes rapatriées ayant bénéficié avant ou après le retour d'une aide à la réintégration cofinancée par le Fonds	Nombre	0,00	300,00	Rapports sur les projetsProject reporting	126,00	75,00	170,00	58,00	75,00						504,00	
C3 - Nombre de personnes rapatriées dont le retour a été cofinancé par le Fonds – personnes ayant choisi le retour volontaire	Nombre	0,00	700,00	Rapports sur les projetsProject reporting	186,00	149,00	233,00	145,00	130,00						843,00	
C4 - Nombre de personnes rapatriées dont le retour a été cofinancé par le Fonds – personnes ayant fait l'objet d'un éloignement	Nombre	0,00	300,00	Rapports sur les projetsProject reporting	90,00	121,00	51,00	36,00	0,00						298,00	
C5 - Nombre d'opérations d'éloignement cofinancées par le Fonds	Nombre	0,00	200,00	Rapports sur les projetsProject reporting	23,00	36,00	32,00	34,00	0,00						125,00	
C6 - Nombre de projets soutenus par le Fonds pour élaborer, suivre et évaluer les politiques de retour dans les États membres	Nombre	0,00	1,00	Rapports sur les projetsProject reporting												

## SECTION 6: CADRE POUR LA PRÉPARATION ET LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME PAR L'ÉTAT MEMBREMM

### 6.1 Comité de suivi [article 12, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 514/2014]

Fournir une liste des principales décisions prises par le comité de suivi et des questions pendantes devant celui-ci.

Le **Comité de Sélection et de Suivi** s'est réuni deux fois dans le cadre des sélections de l'année budgétaire 2018.

Ses principales actions ont concerné la sélection de nouveaux projets :

- **CSS du 23 novembre 2017** : le CSS s'est réuni afin de procéder à l'évaluation de l'éligibilité des demandes de cofinancement soumises lors du quatrième appel à projets. Une seule candidature a été examinée et retenue par le CSS : le projet « Assistance au retour volontaire et à la réintégration » porté par l'OIM. Il s'agit donc d'une reconduction du projet antérieur, amorcé en 2014 et achevé en 2017.
- **CSS du 5 décembre 2018** : suite aux consultations écrites du 29 août 2018, concernant l'appel à projets lancé par la Direction de l'Immigration, le CSS s'est réuni afin de discuter le cofinancement du projet au sujet d'évaluation familiale des mineurs non-accompagnés. Le projet, qui est un accord entre le MAEE et l'OIM, a été accepté formellement.

Par ailleurs, outre les aspects relatifs à la sélection des projets, d'autres points ont été abordés lors des réunions du CSS tels que :

- La mise en œuvre du programme.
- Le suivi de l'avancement des projets.
- Des échanges sur la synergie entre les différents Fonds européens, la réinstallation / relocalisation, la création d'indicateurs d'impact.
- Une visite du centre de rétention lors du comité du 5 décembre 2018. Les membres du CSS ont eu la possibilité de visiter les localités du centre de rétention au Luxembourg. Des explications quant au fonctionnement du centre de rétention et leurs activités au profit des détenus ont été présentées par le directeur du centre.

## 6.2 Cadre commun de suivi et d'évaluation [article 14, paragraphe 2, point f), du règlement (UE) n° 514/2014]

**Décrire les mesures de suivi et d'évaluation prises par l'autorité responsable, notamment les modalités de collecte des données, les activités d'évaluation, les difficultés rencontrées et les dispositions prises pour les résoudre.**

Le **monitoring direct** des projets est assuré par l'AR et l'AD tout au long de la durée des projets. Les agents chargés de la mise en œuvre de l'AMIF, au sein de l'AR et de l'AD, assurent le monitoring qui concerne tant le volet financier que la mise en œuvre concrète des projets cofinancés. L'AR et l'AD se réservent le droit de recourir à une assistance technique pour les assister dans le monitoring direct.

Des « **fiches indicateurs** », élaborées, testées et adoptées par l'OLAI ont été utilisées pour collecter les données de l'année 2018 auprès des porteurs de projet. Utilisés pour la première fois en 2017, ces fiches sont axées sur des indicateurs communautaires. Les résultats des fiches permettent de déterminer si les objectifs formulés dans le cadre de la proposition figurant dans la convention ont été atteints et indiquent le public cible atteint de chaque projet. Les indicateurs sont directement liés au cadre logique du projet et permettent donc de mesurer et d'évaluer si des changements se sont produits en relation avec les actions prévues et les actions mises en œuvre.

### 6.3 Association du partenariat à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation du programme national [article 12, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 514/2014]

**Décrire succinctement la principale contribution des partenaires ainsi que les avis exprimés par ces derniers au cours de l'exercice.**

L'AR et l'AD ont appliqué le principe du partenariat au travers d'une collaboration avec différents partenaires :

- Services et administrations des différents ministères
- Autorités communales
- ONG et asbl actives dans le domaine
- Organisations internationales
- Instituts de recherche

De nombreux partenaires gouvernementaux sont membres du Comité de sélection et de suivi. Le Comité s'est réuni deux fois au cours du présent exercice pour analyser et sélectionner des demandes de cofinancement. Il a également travaillé sur les principaux enjeux de la politique asile, migration, intégration, afin d'échanger sur des modalités d'intervention des ministères en la matière et assurer une meilleure coordination sur le plan national.

Afin de diversifier les structures bénéficiaires de l'AMIF et d'identifier les nouveaux besoins du terrain, un développement du partenariat avec la société civile est organisé et impulsé par différents axes d'actions. La participation de l'OLAI à la « Fête de l'Europe » au Luxembourg est une action qui permet de présenter les projets cofinancés par l'AMIF au grand public. L'OLAI, accompagné par la Direction de l'Immigration, a tenu un stand pour informer les associations ou personnes intéressés par le fonds AMIF.

## 6.4 Information et publicité [article 53 du règlement (UE) n° 514/2014]

**Fournir un lien vers le site web du programme.**

**Fournir une liste des principales actions d'information et de publicité réalisées au cours de l'exercice. Il convient de joindre des exemples de documents.**

La visibilité du programme AMIF est assurée par la publication sur les sites internet suivants :

- « [www.olai.public.lu](http://www.olai.public.lu) » : Le site de l'OLAI donne une visibilité au programme communautaire et offre une information sur l'AMIF tant pour les PP que pour toutes autres associations ou personnes intéressés. Le programme national est toujours disponible sur son portail internet depuis mars 2015. La liste des projets cofinancés est également disponible sur le portail de l'AR telle que prévue par la réglementation.
- « [www.maee.gouvernement.lu/fr/directions-du-ministere/immigration](http://www.maee.gouvernement.lu/fr/directions-du-ministere/immigration) » : L'AD publie également les informations mentionnés ci-dessus sur son site Internet, dont notamment la liste des projets cofinancés.
- « [www.fonds-europeens.public.lu](http://www.fonds-europeens.public.lu) » : Le fonds AMIF est rendu visible sur le site avec autres fonds européens : FEDER, FSE, FEADER, FEAD, ISF.

Afin d'assurer la publicité du programme AMIF les mesures suivantes ont été prises, telles que décrites, notamment, dans le programme :

- Participation à la « Fête de l'Europe » au Luxembourg (9 mai 2018) : l'OLAI a tenu un stand où tous les projets cofinancés par l'AMIF ont été présentés. Cette action a permis d'informer de nouveaux porteurs de projet potentiels et de sensibiliser le grand public à l'AMIF et aux financements européens.
- Publication des rapports d'activité : Par ailleurs, l'AR a assuré la publicité du programme AMIF par le biais des rapports d'activité annuels du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, en exposant notamment les objectifs généraux de l'AMIF, le montant alloué au Luxembourg et la liste des projets sélectionnés. L'AD a mentionné dans le rapport d'activité du Ministère des Affaires étrangères et européennes les projets bénéficiant d'un cofinancement par le fonds.

## 6.5 Complémentarité avec d'autres Fonds de l'Union [article 14, paragraphe 2, point e), et article 14, paragraphe 5, point f), du règlement (UE) n° 514/2014]

**Décrire brièvement les principales actions et consultations qui ont été menées pour assurer la coordination avec d'autres instruments de l'Union, à savoir:**

- les Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds européen de développement régional, Fonds social européen, Fonds de cohésion, Fonds européen agricole pour le développement rural, Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche),
- d'autres Fonds ou programmes de l'Union européenne (par exemple, les programmes «Éducation et formation tout au long de la vie», «Culture» et «Jeunesse en action»),
- des instruments de l'Union européenne relatifs aux relations extérieures (par exemple, l'instrument d'aide de préadhésion, l'instrument européen de voisinage et de partenariat ou l'instrument de stabilité) en ce qui concerne les actions menées dans des pays tiers ou en relation avec des pays tiers.

Sur l'exercice 2018, les actions visant à renforcer la complémentarité de l'AMIF avec d'autres Fonds / Financeurs de l'Union européenne s'observe à travers plusieurs initiatives:

- **Avec le Fonds social européen (FSE):**

Rapprochement avec les autorités de gestion du FSE sur le « système informatique de gestion » : Plusieurs réunions ont été organisées par les autorités de gestion du FSE pour présenter leur système informatique de gestion. Une étude de la mise en œuvre de cette plateforme informatique commune de gestion d'un Fonds entre différents acteurs du Luxembourg a eu lieu. Il s'agit d'une découverte des fonctions des différents fonds européens pour en résulter des fonctions communes et spécifiques. Ce système informatique est considéré comme performant et présente des fonctionnalités qui pourraient être particulièrement utiles à la gestion de l'AMIF.

## 6.6 Subventions directes

**Fournir une justification pour tous les cas où des subventions ont été octroyées directement.**

- C4. Assistance au retour volontaire et à la réintégration à partir du GDL-2014 puis du GDL 2015.1

La mise en œuvre du programme d'assistance au retour volontaire et à la réintégration à partir du Luxembourg a été mise en œuvre au courant de l'exercice 2014 et du 1er semestre 2015 sur base d'une attribution directe. En application de l'article 7 § 4 du règlement délégué UE 1042/2014 en matière de gestion et de contrôle des autorités responsables, le recours à l'attribution directe se justifie par "la continuation de projets pluriannuels sélectionnés au terme d'un précédent appel à propositions". En effet, le même porteur de projet, à savoir l'Organisation internationale pour les migrations avait été chargé de la mise en œuvre du programme d'aide au retour à la réintégration suite à un appel à projets sous le Fonds européen pour le retour.

- C2. Formation et Supervision du Personnel encadrant du Centre de Rétention et C3.Optimisation des infrastructures de rétention par l'acquisition et la maintenance de divers matériels

La mise en œuvre du projet a été attribuée directement au Centre de rétention. En application de l'article 7 § 3 du règlement délégué UE 1042/2014 en matière de gestion et de contrôle des autorités responsables, et selon la nature du projet, son exécution ne peut être confiée à aucun autre organisme que le Centre de rétention. En effet la loi du 28 mai 2009 portant création et organisation du Centre de rétention instaure un monopole de droit en matière de placement de personnes en vue de leur éloignement vers leurs pays d'origine ou leur pays de provenance en les faisant bénéficier d'un encadrement psychosocial individuel assuré par le personnel du Centre spécialement formé à cet effet.

- Renforcer la protection des mineurs non-accompagnés au Luxembourg : vers une mise en œuvre de l'évaluation familiale

La mise en œuvre du projet a été attribuée en 2017 directement à l'Organisation internationale pour les Migrations (OIM) afin de tenir compte, d'une part, du fait que le Luxembourg a été confronté depuis la fin de l'année 2015 à une arrivée massive de mineurs non-accompagnés et qu'il convient de mettre en œuvre d'urgence un système d'évaluation de la situation des jeunes afin de trouver la solution la plus adaptée à leurs besoins ; d'autre part, que le contexte spécifique de l'évaluation familiale du mineur non-accompagné requiert des compétences et capacités spécifiques. Or, l'OIM dispose des prérequis nécessaires à la bonne exécution des tâches qui lui sont confiées dans l'exécution du présent projet. A noter qu'un appel à projets en la matière a été lancé en 2018, OIM ayant introduit la seule candidature, la continuation de la mise en oeuvre de cette action leur a été confiée.





**SECTION 7: RAPPORT FINANCIER [ARTICLE 54, PARAGRAPHE 2, POINT A), DU RÈGLEMENT (UE) N° 514/2014]**

**Tableau 1. Récapitulatif financier du FAMI déclaré dans les comptes**

<b>Objectif national / Action spécifique</b>	<b>Contribution totale de l'Union versée en 2018</b>	<b>%</b>	<b>Contribution totale de l'Union versée (ensemble des années)</b>	<b>%</b>
OS1.ON1 Accueil/Asile	168 218,13	92,78	375 206,01	77,40
OS1.ON3 Réinstallation	13 099,42	7,22	109 576,19	22,60
<b>TOTAL ON OS1</b>	<b>181 317,55</b>	<b>100,00</b>	<b>484 782,20</b>	<b>100,00</b>
<b>TOTAL OS1</b>	<b>181 317,55</b>	<b>11,68</b>	<b>484 782,20</b>	<b>7,03</b>
OS2.ON2 Intégration	111 949,31	100,00	703 156,87	92,18
OS2.ON3 Capacité	0,00	0,00	59 615,69	7,82
<b>TOTAL ON OS2</b>	<b>111 949,31</b>	<b>100,00</b>	<b>762 772,56</b>	<b>100,00</b>
<b>TOTAL OS2</b>	<b>111 949,31</b>	<b>7,21</b>	<b>762 772,56</b>	<b>11,06</b>
OS3.ON1 Mesures d'accompagnement	66 116,47	16,88	142 194,44	7,69
OS3.ON2 Mesures de retour	320 538,61	81,83	1 695 708,22	91,69
OS3.ON3 Coopération	5 069,50	1,29	11 443,54	0,62
<b>TOTAL ON OS3</b>	<b>391 724,58</b>	<b>100,00</b>	<b>1 849 346,20</b>	<b>100,00</b>
<b>TOTAL OS3</b>	<b>391 724,58</b>	<b>25,22</b>	<b>1 849 346,20</b>	<b>26,81</b>
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00
Relocalisations	762 000,00	100,00	3 342 000,00	100,00
<b>TOTAL Cas spéciaux</b>	<b>762 000,00</b>	<b>49,07</b>	<b>3 342 000,00</b>	<b>48,45</b>
Assistance technique	105 992,22	6,83	459 522,93	6,66
<b>TOTAL</b>	<b>1 552 983,66</b>		<b>6 898 423,89</b>	
<b>TOTAL N° S01 / Dotation de base du FAMI</b>		<b>2,24</b>		<b>1,50</b>
<b>TOTAL N° S02 / Dotation de base du FAMI</b>		<b>1,38</b>		<b>2,36</b>

Tableau 2. Offres relatives à des cas particuliers déclarées dans les comptes

Engagements relatifs à des cas particuliers	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Total
Total réinstallation		740 000,00	0,00	280 000,00	0,00						1 020 000,00
Total relocalisation (2015/1523)		0,00	156 000,00	1 002 000,00	714 000,00						1 872 000,00
Total relocalisation (2015/1601)		180 000,00	846 000,00	396 000,00	0,00						1 422 000,00
Total relocalisations EM		0,00	0,00	0,00	48 000,00						48 000,00
Total transferts		0,00	0,00	0,00	0,00						0,00
Total des admissions depuis la Turquie (2016/1754)		0,00	338 000,00	897 000,00	0,00						1 235 000,00
TOTAL	0,00	920 000,00	1 340 000,00	2 575 000,00	762 000,00						4 362 000,00

**Tableau 3. Mise en œuvre du plan de financement du programme national précisant la contribution totale de l'Union européenne pour chaque exercice**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Total
Intégration et retour / programmé	684 567,53	684 565,00	736 698,00	1 402 666,99	931 997,99	677 002,99	837 607,00	0,00	0,00	0,00	5 955 105,50
Intégration et retour / mis en œuvre	0,00	545 091,04	693 215,53	975 736,27	540 568,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 754 610,88
Asile et solidarité / programmé	350 311,47	412 352,00	5 057 653,00	2 480 742,01	556 493,01	435 291,01	517 630,00	0,00	0,00	0,00	9 810 472,50
Asile et solidarité / mis en œuvre	0,00	978 366,83	1 554 198,79	2 853 831,77	1 012 415,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 398 813,01
<b>Total / programmé</b>	<b>1 034 879,00</b>	<b>1 096 917,00</b>	<b>5 794 351,00</b>	<b>3 883 409,00</b>	<b>1 488 491,00</b>	<b>1 112 294,00</b>	<b>1 355 237,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>15 765 578,00</b>
<b>Total / mis en œuvre</b>	<b>0,00</b>	<b>1 523 457,87</b>	<b>2 247 414,32</b>	<b>3 829 568,04</b>	<b>1 552 983,66</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>9 153 423,89</b>

### **Justification de tout écart par rapport aux parts minimales fixées dans les règlements spécifiques**

[Nécessaire uniquement si la situation n'est pas la même que dans le programme national approuvé, article 14, paragraphe 5, point b), du règlement (UE) n° 514/2014].

Fournir une explication détaillée pour déroger aux parts minimales établies dans les règlements spécifiques.

--

## SECTION 8: ENGAGEMENTS SOUS FORME D'ACCORD

Objectif spécifique	Montant total engagé en EUR (par contrat, aide ou autre accord) jusqu'à la date de ce rapport	% de la dotation totale associée
SO1 - Asile	780 609,69	54,40%
SO2 - Intégration/migration légale	1 034 303,10	36,97%
SO3 - Retour	2 458 684,00	100,00%
SO4 - Solidarité	0,00	
Assistance technique	459 522,93	32,89%
Cas particuliers	7 677 000,00	100,00%
<b>Total FAMI</b>	<b>12 410 119,72</b>	<b>78,72%</b>

**DOCUMENTS**

Intitulé du document	Type de document	Date du document	Référence locale	Référence de la Commission	Fichiers	Date d'envoi	Envoyé par
----------------------	------------------	------------------	------------------	----------------------------	----------	--------------	------------

RÉSULTATS DE LA DERNIÈRE VALIDATION

Gravité	Code	Messages
Info		La version du rapport de mise en œuvre a été validée.